

**Art. 2.** Artikel 3, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 9 juni 1994 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de "Société régionale wallonne du Logement" hypothécaire leningen toestaat, wordt vervangen door de volgende tekst :

"Artikel 3. De rentevoeten worden naar gelang van de jaarinkomsten als volgt vastgesteld :

- 1° 4,75 % per jaar, indien de inkomsten minder bedragen dan of gelijk zijn aan 500 000 F;
- 2° 5,25 % per jaar, indien de inkomsten tussen 500 001 F en 600 000 F bedragen;
- 3° 5,75 % per jaar, indien de inkomsten tussen 600 001 F en 700 000 F bedragen;
- 4° 6,25 % per jaar, indien de inkomsten tussen 700 001 F en 800 000 F bedragen;
- 5° 6,75 % per jaar, indien de inkomsten tussen 800 001 F en 900 000 F bedragen;
- 6° 6,75 % per jaar, indien de inkomsten tussen 900 001 F en 1 000 000 F bedragen;
- 7° 6,75 % per jaar, indien de inkomsten tussen 1 000 001 F en 1 100 000 F bedragen."

**Art. 3.** Het besluit van de Waalse Regering van 18 januari 1996 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 9 juni 1994 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de "Société régionale wallonne du Logement" hypothécaire leningen toestaat, wordt opgeheven.

**Art. 4.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1996.  
Namen, 14 maart 1996.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,  
W. TAMINIAUX

F. 96 -- 875

[C - 27211]

**14 MARS 1996. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 1994 portant approbation du règlement des prêts hypothécaires accordés par la Société régionale wallonne du Logement, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 janvier 1996**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 25 octobre 1984 instituant la Société régionale wallonne du Logement, notamment l'article 2, § 3, et l'article 4, modifié par le décret du 29 octobre 1992;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 juin 1994 déterminant les conditions d'octroi des prêts hypothécaires accordés par la Société régionale wallonne du Logement, modifié par arrêtés du Gouvernement wallon des 28 septembre 1995, 18 janvier 1996 et 14 mars 1996;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 1994 portant approbation du règlement des prêts hypothécaires accordés par la Société régionale wallonne du Logement, modifié par arrêté du Gouvernement wallon du 18 janvier 1996;

Vu l'avis de la Société régionale wallonne du Logement, donné le 12 février 1996;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 et modifiées par la loi ordinaire du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 3, alinéa 1er;

Vu l'urgence,

Considérant qu'il convient d'adapter, sans le moindre retard, pour l'exercice 1996, les conditions d'octroi des prêts accordés par la Société régionale wallonne du Logement dans le cadre d'opérations de réhabilitations d'habitations, aux modifications apportés en matière de législation fiscales et entrées en vigueur au 1er janvier 1996.

Sur la proposition du Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

Arrête :

**Article 1er.** Les modifications aux points 2.2.1., 2.2.2., 2.5.1.4., 2.5.2., 3.2.2., 3.3.2.1 3.3.2.3. et 4.4.2. du règlement des prêts hypothécaires accordés par la Société régionale wallonne du Logement, approuvé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 1994, sont approuvées, telles qu'elles sont reproduites en annexe.

**Art. 2.** L'arrêté du Gouvernement wallon du 18 janvier 1996 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 1994 portant approbation du règlement des prêts hypothécaires accordés par la Société régionale wallonne du Logement est abrogé.

**Art. 3.** Le présent arrêté produit ses effets au 1er janvier 1996.

Namur, le 14 mars 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,  
W. TAMINIAUX

ANNEXE

Au point 2.2.1. du règlement des prêts hypothécaires :

Remplacement des mots "vingt années" par les mots "quinze années".

Au point 2.2.2. du règlement des prêts hypothécaires :

Remplacement des mots "vingt années" par les mots "quinze années".

Au point 2.5.1.4. du règlement des prêts hypothécaires :

Remplacement, dans la première phrase, du montant de 2.700.000 F. par le montant de 3.000.000 F.

Remplacement, dans la deuxième phrase, du montant de 3.000.000 F. par le montant de 3.300.000 F.

Au point 2.5.2. du règlement des prêts hypothécaires :

Remplacement de la première phrase par le texte suivant :

"Taux d'intérêt.

Les taux d'intérêts sont fixés en fonction des revenus annuels du demandeur et de son conjoint cohabitant ou de la personne avec laquelle il vit maritalement, selon le barème suivant :

4,75 p.c. l'an si les revenus sont inférieurs ou égaux à 500.000 F.

5,25 p.c. l'an si les revenus sont compris entre 500.001 F et 600.000 F.

5,75 p.c. l'an si les revenus sont compris entre 600.001 F et 700.000 F.

6,25 p.c. l'an si les revenus sont compris entre 700.001 F et 800.000 F.

6,75 p.c. l'an si les revenus sont compris entre 800.001 F et 900.000 F.

6,75 p.c. l'an si les revenus sont compris entre 900.001 F et 1.000.000 F.

6,75 p.c. l'an si les revenus sont compris entre 1.000.001 F. et 1.100.000 F."

Au point 3.2.2. du règlement des prêts hypothécaires :

Remplacement, au point b), de la première phrase par le texte suivant :

"b) Taux d'intérêt.

Les taux d'intérêt sont fixés en fonction de l'ensemble des revenus imposables du demandeur et de son conjoint cohabitant ou de la personne avec laquelle il vit maritalement, selon le barème suivant :

4,25 p.c. l'an si les revenus sont inférieurs ou égaux à 500.000 F.

4,75 p.c. l'an si les revenus sont compris entre 500.001 F et 600.000 F.

5,25 p.c. l'an si les revenus sont compris entre 600.001 F et 700.000 F.

5,75 p.c. l'an si les revenus sont compris entre 700.001 F et 800.000 F.

6,25 p.c. l'an si les revenus sont compris entre 800.001 F et 900.000 F.

6,25 p.c. l'an si les revenus sont compris entre 900.001 F et 1.000.000 F.

6,25 p.c. l'an si les revenus sont compris entre 1.000.001 F. et 1.100.000 F."

Au point 3.3.2.1. du règlement des prêts hypothécaires :

Remplacement, au point b), premier tiret, des mots "vingt ans", par les mots "quinze ans".

Remplacement, au point b), second tiret, des mots "vingt ans", par les mots "quinze ans".

Au point 3.3.2.3. du règlement des prêts hypothécaires :

Remplacement, au point b), premier alinéa, des mots "vingt ans", par les mots "quinze ans".

Remplacement, au point b), quatrième alinéa, des mots "vingt ans", par les mots "quinze ans".

Au point 4.4.2. du règlement des prêts hypothécaires :

Remplacement de la somme de 2.700.000 F. par la somme de 3.000.000 F.

Remplacement de la somme de 3.000.000 F. par la somme de 3.300.000 F.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mars 1996 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 1994 portant approbation du règlement des prêts hypothécaires accordés par la Société régionale wallonne du Logement.

Namur, le 14 mars 1996.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,  
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,  
R. COLLIGNON

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,  
W. TAMINIAUX

## ÜBERSETZUNG

D. 96 - 875

[C - 27211]

14. MÄRZ 1996. — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 1994 zur Genehmigung der Regelung der durch die "Société régionale wallonne du Logement" (Regionale Wohnungsbaugesellschaft für die Wallonie) gewährten Hypothekendarlehen, in seiner durch den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 18. Januar 1996 abgeänderten Fassung

Aufgrund des Dekrets vom 25. Oktober 1984 zur Errichtung der "Société régionale wallonne du Logement", insbesondere des Artikels 2, § 3, und des Artikels 4, in seiner durch das Dekret vom 29. Oktober 1992 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. Juni 1994 zur Festlegung der Gewährungsbedingungen der durch die "Société régionale wallonne du Logement" gewährten Hypothekendarlehen, in seiner durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 28. September 1995, vom 18. Januar 1996 und vom 14. März 1996 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 1994 zur Genehmigung der Regelung der durch die "Société régionale wallonne du Logement" gewährten Hypothekendarlehen, in seiner durch den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 18. Januar 1996 abgeänderten Fassung;

Aufgrund des am 12. Februar 1996 abgegebenen Gutachtens der "Société régionale wallonne du Logement";

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, in ihrer durch das Gesetz vom 8. August 1980 abgeänderten Fassung, insbesondere des Artikels 3, Absatz 1;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Notwendigkeit, die Gewährungsbedingungen der Hypothekendarlehen, die durch die "Société régionale wallonne du Logement" im Rahmen von Sanierungen von Wohnungen gewährt werden, unverzüglich für das Haushaltsjahr 1996 den Abänderungen anzupassen die in Sachen Steuergesetzgebung vorgenommen worden sind und am 1. Januar in Kraft getreten sind;

Auf Vorschlag des Ministers des Wohnungswesens,

beschließt die Wallonische Regierung :

**Artikel 1.** Die Abänderungen der Punkte 2.2.1., 2.2.2., 2.5.1.4., 2.5.2., 3.2.2., 3.3.2.1., 3.3.2.3. und 4.4.2. der durch den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 1994 genehmigten Regelung der durch die "Société régionale wallonne du Logement" gewährten Hypothekendarlehen werden genehmigt, so wie sie in der Anlage angeführt sind.

**Art. 2.** Der Erlaß der Wallonischen Regierung vom 18. Januar 1996 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 1994 zur Genehmigung der Regelung der durch die "Société régionale wallonne du Logement" gewährten Hypothekendarlehen wird aufgehoben.

**Art. 3.** Der vorliegende Erlaß tritt am 1. Januar 1996 in Kraft.

Namur, den 14. März 1996.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, dem KMB, dem Tourismus und dem Erbe,  
R. COLLIGNON

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,  
W. TAMINIAUX

#### ANLAGE

##### In Punkt 2.2.1. der Regelung der Hypothekendarlehen :

Der Wortlaut "zwanzig Jahre" wird durch den Wortlaut "fünfzehn Jahre" ersetzt.

##### In Punkt 2.2.2. der Regelung der Hypothekendarlehen :

Der Wortlaut "zwanzig Jahre" wird durch den Wortlaut "fünfzehn Jahre" ersetzt.

##### In Punkt 2.5.1.4. der Regelung der Hypothekendarlehen :

Im ersten Satz wird der Betrag von 2.700.000 Francs durch den Betrag von 3.000.000 Francs ersetzt.

Im zweiten Satz wird der Betrag von 3.000.000 Francs durch den Betrag von 3.300.000 Francs ersetzt.

##### In Punkt 2.5.2. der Regelung der Hypothekendarlehen :

Der erste Satz wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt :

"Zinssätze.

Die Zinssätze werden im Verhältnis zu dem jährlichen Einkommen des Antragstellers und seines mit ihm lebenden Ehepartners oder der Person, die mit ihm in eheähnlicher Gemeinschaft lebt, und entsprechend der folgenden Tabelle festgesetzt :

1° : 4,75 % jährlich, wenn das Einkommen 500.000 BEF nicht überschreitet;

2° : 5,25 % jährlich, wenn das Einkommen zwischen 500.001 BEF und 600.000 BEF liegt;

3° : 5,75 % jährlich, wenn das Einkommen zwischen 600.001 BEF und 700.000 BEF liegt;

4° : 6,25 % jährlich, wenn das Einkommen zwischen 700.001 BEF und 800.000 BEF liegt;

5° : 6,75 % jährlich, wenn das Einkommen zwischen 800.001 BEF und 900.000 BEF liegt;

6° : 6,75 % jährlich, wenn das Einkommen zwischen 900.001 BEF und 1.000.000 BEF liegt;

7° : 6,75 % jährlich, wenn das Einkommen zwischen 1.000.001 BEF und 1.100.000 BEF liegt."

##### In Punkt 3.2.2. der Regelung der Hypothekendarlehen :

In Punkt b) wird der erste Satz durch den folgenden Wortlaut ersetzt :

"b) Zinssätze.

Die Zinssätze werden im Verhältnis zu den gesamten versteuerbaren Einkommen des Antragstellers und seines mit ihm lebenden Ehepartners oder der Person, die mit ihm in eheähnlicher Gemeinschaft lebt, und entsprechend der folgenden Tabelle festgesetzt :

1° : 4,25 % jährlich, wenn das Einkommen 500.000 BEF nicht überschreitet;

2° : 4,75 % jährlich, wenn das Einkommen zwischen 500.001 BEF und 600.000 BEF liegt;

- 3° : 5,25 % jährlich, wenn das Einkommen zwischen 600.001 BEF und 700.000 BEF liegt;  
 4° : 5,75 % jährlich, wenn das Einkommen zwischen 700.001 BEF und 800.000 BEF liegt;  
 5° : 6,25 % jährlich, wenn das Einkommen zwischen 800.001 BEF und 900.000 BEF liegt;  
 6° : 6,25 % jährlich, wenn das Einkommen zwischen 900.001 BEF und 1.000.000 BEF liegt;  
 6° : 6,25 % jährlich, wenn das Einkommen zwischen 1.000.001 BEF und 1.100.000 BEF liegt."

In Punkt 3.3.2.1. der Regelung der Hypothekendarlehen :

In Punkt b), Strich 1, wird der Wortlaut "zwanzig Jahre" durch den Wortlaut "fünfzehn Jahre" ersetzt.

In Punkt b), Strich 2, wird der Wortlaut "zwanzig Jahre" durch den Wortlaut "fünfzehn Jahre" ersetzt.

In Punkt 3.3.2.3. der Regelung der Hypothekendarlehen :

In Punkt b), Absatz 1, wird der Wortlaut "zwanzig Jahre" durch den Wortlaut "fünfzehn Jahre" ersetzt.

In Punkt b), Absatz 4, wird der Wortlaut "zwanzig Jahre" durch den Wortlaut "fünfzehn Jahre" ersetzt.

In Punkt 4.4.2. der Regelung der Hypothekendarlehen :

Der Betrag von 2.700.000 Francs wird durch den Betrag von 3.000.000 Francs ersetzt.

Der Betrag von 3.000.000 Francs wird durch den Betrag von 3.300.000 Francs ersetzt.

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 14. März 1996 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Juli 1994 zur Genehmigung der Regelung der durch die "Société régionale wallonne du Logement" gewährten Hypothekendarlehen beigefügt zu werden.

Namur, den 14. März 1996.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,  
 beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den KMB, dem Tourismus und dem Erbe,  
 R. COLLIGNON  
 Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,  
 W. TAMINIAUX

VERTALING

[C - 27211]

N. 96 - 875

**14 MAART 1996.** — **Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 1994 tot goedkeuring van de regeling van de door de "Société régionale wallonne du Logement" (Waalse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij) toegekende hypothecaire leningen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 januari 1996**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 25 oktober 1984 tot instelling van de "Société régionale wallonne du Logement", inzonderheid op artikel 2, § 3, en artikel 4, gewijzigd bij het decreet van 29 oktober 1992;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 9 juni 1994 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de "Société régionale wallonne du Logement" hypothecaire leningen toestaat, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 28 september 1995, 18 januari 1996 en 14 maart 1996;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 1994 tot goedkeuring van de regeling van de door de "Société régionale wallonne du Logement" toegekende hypothecaire leningen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 18 januari 1996;

Gelet op het advies van de "Société régionale wallonne du Logement", gegeven op 12 februari 1996;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 en gewijzigd bij de gewone wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 3, eerste lid;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de toekenningsvoorwaarden voor de door de "Société régionale wallonne du Logement" toegekende leningen m.b.t. de renovatie van woningen voor het boekjaar 1996 dringend aangepast moeten worden op grond van de wijzigingen die in de fiscale wetgeving zijn aangebracht en op 1 januari 1996 in werking zijn getreden;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting,

Besluit :

**Artikel 1.** De wijzigingen in de punten 2.2.1., 2.2.2., 2.5.1.4., 2.5.2., 3.2.2., 3.3.2.1., 3.3.2.3. en 4.4.2. van de bij besluit van de Waalse Regering van 14 juli 1994 goedgekeurde regeling van de door de "Société régionale wallonne du Logement" toegekende hypothecaire leningen worden goedgekeurd, zoals weergegeven in de bijlage bij dit besluit.

**Art. 2.** Het besluit van de Waalse Regering van 18 januari 1996 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 1994 tot goedkeuring van de regeling van de door de "Société régionale wallonne du Logement" toegekende hypothecaire leningen, wordt opgeheven.

**Art. 3.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1996.

Namen, 14 maart 1996.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
 belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
 R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,  
 W. TAMINIAUX

## BIJLAGE

Punt 2.2.1. van de regeling van de hypothecaire leningen :

De termen "twintig jaar" worden vervangen door de termen "vijftien jaar".

Punt 2.2.2. van de regeling van de hypothecaire leningen :

De termen "twintig jaar" worden vervangen door de termen "vijftien jaar".

Punt 2.5.1.4. van de regeling van de hypothecaire leningen :

In de eerste zin wordt het bedrag "2.700.000 F" vervangen door het bedrag "3.000.000 F".

In de tweede zin wordt het bedrag "3.000.000 F" vervangen door het bedrag "3.300.000 F".

Punt 2.5.2. van de regeling van de hypothecaire leningen :

De eerste zin wordt vervangen als volgt :

"Rentevoeten.

De rentevoeten worden, naar gelang van de jaarinkomsten van de aanvrager en zijn samenwonende echtgenote of de persoon met wie hij ongehuwd samenleeft, volgens de hierna vermelde loonschaal vastgesteld :

- 1° 4,75 % per jaar, indien de inkomsten minder bedragen dan of gelijk zijn aan 500.000 F;
- 2° 5,25 % per jaar, indien de inkomsten tussen 500.001 F en 600.000 F bedragen;
- 3° 5,75 % per jaar, indien de inkomsten tussen 600.001 F en 700.000 F bedragen;
- 4° 6,25 % per jaar, indien de inkomsten tussen 700.001 F en 800.000 F bedragen;
- 5° 6,75 % per jaar, indien de inkomsten tussen 800.001 F en 900.000 F bedragen;
- 6° 6,75 % per jaar, indien de inkomsten tussen 900.001 F en 1.000.000 F bedragen;
- 7° 6,75 % per jaar, indien de inkomsten tussen 1.000.001 F en 1.100.000 F bedragen."

Punt 3.2.2. van de regeling van de hypothecaire leningen :

Punt b) van de eerste zin wordt vervangen als volgt :

"b) Rentevoeten.

De rentevoeten worden naar gelang van alle belastbare inkomsten van de aanvrager en zijn samenwonende echtgenote of de persoon met wie hij ongehuwd samenleeft, volgens de hierna vermelde loonschaal vastgesteld :

- 1° 4,25 % per jaar, indien de inkomsten minder bedragen dan of gelijk zijn aan 500.000 F;
- 2° 4,75 % per jaar, indien de inkomsten tussen 500.001 F en 600.000 F bedragen;
- 3° 5,25 % per jaar, indien de inkomsten tussen 600.001 F en 700.000 F bedragen;
- 4° 5,75 % per jaar, indien de inkomsten tussen 700.001 F en 800.000 F bedragen;
- 5° 6,25 % per jaar, indien de inkomsten tussen 800.001 F en 900.000 F bedragen;
- 6° 6,25 % per jaar, indien de inkomsten tussen 900.001 F en 1.000.000 F bedragen;
- 7° 6,25 % per jaar, indien de inkomsten tussen 1.000.001 F en 1.100.000 F bedragen."

Punt 3.3.2.1. van de regeling van de hypothecaire leningen :

In punt b), eerste streepje, worden de termen "twintig jaar" vervangen door de termen "vijftien jaar".

In punt b), tweede streepje, worden de termen "twintig jaar" vervangen door de termen "vijftien jaar".

Punt 3.3.2.3. van de regeling van de hypothecaire leningen :

In punt b), eerste lid, worden de termen "twintig jaar" vervangen door de termen "vijftien jaar".

In punt b), vierde lid, worden de termen "twintig jaar" vervangen door de termen "vijftien jaar".

Punt 4.4.2. van de regeling van de hypothecaire leningen :

Het bedrag "2.700.000 F" wordt vervangen door het bedrag "3.000.000 F".

Het bedrag "3.000.000 F" wordt vervangen door het bedrag "3.300.000 F".

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 14 maart 1996 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 1994 tot goedkeuring van de regeling van de door de "Société régionale wallonne du Logement" toegekende hypothecaire leningen.

Namen, 14 maart 1996.

De Minister-President van de Waalse Regering,  
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,  
R. COLLIGNON

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,  
W. TAMINIAUX